

GARDE MANGER en DANGER



PLAIDOYER POUR NOTRE GARDE-MANGER

Pour une troisième entente commerciale consécutive, l'agriculture québécoise et canadienne a fait les frais des négociations. Dans l'Accord États-Unis-Mexique-Canada (AEUMC), les concessions dans le secteur laitier canadien sont sans précédent. La signature de l'AEUMC est la goutte qui fait déborder le vase.

À l'instar des ententes commerciales précédentes, le gouvernement canadien n'a imposé aucune exigence sur les aliments importés, même si les normes sanitaires, sociales et environnementales au Québec et au Canada sont parmi les plus sévères au monde. Cette incohérence désavantage fortement nos agriculteurs et notre industrie agroalimentaire, en amont et en aval de la production. Elle va aussi à l'encontre de la volonté des consommateurs de chez nous, pour qui ces normes sont importantes.

Des milliers d'agriculteurs, de représentants du secteur agroalimentaire, d'intervenants de la société civile et de consommateurs demandent aux gouvernements canadien et québécois :

- D'assurer notre avenir alimentaire en soutenant l'agriculture de chez nous et en encourageant la consommation des aliments locaux, produits par des entreprises québécoises;
- De cesser d'utiliser notre agriculture comme monnaie d'échange dans les négociations commerciales;
- De soumettre les aliments importés aux mêmes normes sanitaires, sociales et environnementales que les aliments québécois et canadiens;
- De permettre aux consommateurs d'identifier facilement l'origine et le contenu des aliments;
- De prioriser l'achat local dans toutes les institutions publiques québécoises et canadiennes;
- De protéger davantage les terres agricoles québécoises face à l'étalement urbain, la spéculation et leur utilisation à d'autres fins que l'agriculture;
- D'adopter au Québec un plan vert agricole en bonifiant les budgets consacrés à l'agroenvironnement, en appuyant mieux le secteur biologique, en misant davantage sur l'accompagnement des entreprises et en assurant le maintien et la mise à jour d'un environnement réglementaire raisonné;
- De soutenir l'agriculture québécoise et canadienne grâce à des budgets et des programmes de partage des risques adaptés à la réalité des changements climatiques, et modulés en fonction des particularités de chaque région et de chaque secteur de production.

Une initiative de :



Avec l'appui de :

